

# futuribles

INTERNATIONAL

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France  
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54  
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

## « Le grand basculement. De la question sociale globale à la remondialisation »

### COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE DU 19 JUIN 2012

*Jean-Michel Severino, ancien vice-président de la Banque mondiale et ancien directeur de l'Agence française de développement (AFD), est aujourd'hui directeur de recherche à la Fondation pour la recherche sur le développement international (FRDI) et président d'un fonds d'investissement destiné aux PME africaines, « Investisseurs et partenaires ». Il a coécrit avec Olivier Ray, économiste, spécialiste des relations internationales, Le Grand Basculement. La question sociale à l'échelle mondiale (Paris : Odile Jacob, 2011), qui a été récompensé par le prix Turgot du meilleur livre d'économie 2011.*

*Cet ouvrage, résultat 10 dix années de cheminement intellectuel fondé sur l'expérience de Jean-Michel Severino à l'AFD, décrit le « grand basculement » économique qui s'opère, depuis les années 1990, du Nord vers le Sud, et s'interroge sur la soutenabilité de ce mouvement générateur d'inégalités, en l'absence de la mise en place d'une véritable justice sociale.*

La photo d'un désert majestueux sans légende ouvre le débat : s'agit-il du Colorado, au nord, ou bien du désert du Tchad, au sud ? Il pourrait bien s'agir du Tchad, qui nous est moins familier et où nous serons sans doute surpris de découvrir qu'un décollage économique est en train de se produire. Le clivage Nord développé / Sud sous-développé est en train de basculer vers un Nord atone / Sud dynamique car, depuis le milieu des années 1990, les taux de croissance économique des pays en développement sont supérieurs à ceux des pays développés.

En effet, contrairement à ce que nous pourrions croire à l'écoute des médias, « le développement est le succès du XX<sup>e</sup> siècle » : la pauvreté relative régresse, l'éducation progresse et la mortalité infantile chute. Même si les Objectifs du millénaire pour le

développement (OMD)<sup>1</sup> ne seront probablement jamais atteints dans certains pays d'Afrique, tous les pays s'en rapprochent et les indicateurs de développement humain s'améliorent partout. En conséquence, la proportion des classes moyennes<sup>2</sup> explose au sud : elle est passée notamment de 21 % à 56 % en Asie entre 1990 et 2008 et, alors que la région Asie-Pacifique ne représentait en 2009 que 28 % de l'ensemble des classes moyennes mondiales, elle pourrait en représenter 66 % en 2030.

Le Sud est désormais le moteur de la croissance économique mondiale et l'année 2011 a marqué ce « grand basculement » avec 51 % du produit intérieur brut mondial

<sup>1</sup> Huit OMD ont été adoptés lors du sommet du Millénaire qui s'est déroulé en septembre 2000 au siège des Nations unies à New York.

<sup>2</sup> Personnes vivant avec 2 à 20 dollars US par jour.

(PIB) produit hors de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). À l'horizon 2030, la contribution des pays hors OCDE pourrait atteindre 57 %.

Cette transformation radicale du paysage économique et social mondial peut s'expliquer par quatre modèles théorisés *a posteriori*, expérimentés d'abord au Japon, puis en Asie du Sud-Est et en Chine, aujourd'hui en Amérique latine et en Afrique.

Les pays ont d'abord exporté des matières premières et pu dégager, avec un faible investissement de départ, des excédents budgétaires et commerciaux. Cette approche « par le double excédent » s'oppose à l'approche « par le double déficit » recommandée par les pays développés dans les années 1980 : des apports publics et privés étaient censés amorcer le développement du pays tout en générant des déficits budgétaires et commerciaux. Contrairement aux craintes exprimées, la plupart des pays ont vaincu la « malédiction hollandaise<sup>3</sup> ».

Vinrent ensuite les exportateurs de biens puis de services (télécommunications et systèmes d'information, tourisme, services médicaux et à la personne, finances...), avant la mise en place d'une économie de la mobilité, les capitaux rapatriés par les migrants représentant une véritable économie de rente (estimés entre 350 et 700 milliards de dollars US pour l'année 2011). Les Philippines sont un cas exemplaire de migrants performants : ils ont grimpé tous les échelons sociaux, de la garde d'enfants à l'infirmière aux États-Unis, de l'ouvrier à l'ingénieur sur les chantiers des pays du Golfe.

---

<sup>3</sup> Ou malédiction des ressources naturelles : mauvaises performances des pays richement dotés en ressources naturelles. Le syndrome hollandais désigne plus précisément les effets négatifs de l'appréciation du taux de change réel sur l'économie, suite à un *boom* du secteur des ressources naturelles, ce qui est arrivé aux Pays-Bas dans les années 1960 suite à la découverte d'importants gisements de gaz.

Jusqu'aux années 2000, l'économie mondiale était en fête : la globalisation était bénéfique à la fois pour les pays en développement et pour ceux de l'OCDE, un nombre croissant de biens et de services étaient produits à moindre coût. On peut estimer que la moitié de la croissance économique des pays développés, ces 30 dernières années, s'explique par la transformation de ses fournisseurs de matières premières, biens, services et main-d'œuvre.

Ce cercle vertueux peut-il durer ? Il s'est mis en place pour une population mondiale de trois milliards d'humains dans les années 1960, peut-il encore fonctionner pour une population de sept milliards d'humains dans les années 2010, de sans doute huit à neuf milliards dans les années 2030 ? Cette croissance démographique sans précédent est presque exclusivement le fait des pays hors OCDE, les pays de l'OCDE maintenant leur population à environ un milliard d'individus. Cette disproportion entre le nombre de producteurs et celui de consommateurs entraîne une crise d'absorption par les marchés.

Tandis que les ressources humaines sont abondantes et que l'homme devient « jetable », les ressources naturelles, surexploitées, se raréfient. L'inversion des raretés interfère avec les modèles économiques de trois manières.

### **1. Les modèles de croissance extravertis ont généré des déséquilibres macroéconomiques insoutenables.**

Les déficits des pays consommateurs (essentiellement les États-Unis et l'Europe) correspondent aux excédents des pays producteurs (la Chine). On peut expliquer ce basculement par la résistance des marchés à l'érosion du pouvoir d'achat des classes moyennes. Ces déséquilibres génèrent l'instabilité financière, le surendettement, les guerres de taux de change, de prix et de protections, et entraînent un risque de récession mondiale.

## 2. Les modèles de croissance se fondent sur les inégalités entre pays et produisent des inégalités à l'intérieur des pays.

La hausse des inégalités internes entre 1990 et 2000 a davantage touché les économies développées, suivies de la zone Asie, notamment la Chine. En France, contrairement à ce que l'on pourrait penser, les inégalités ont peu progressé entre 1990 et 2000. À l'intérieur de ces pays, les populations les moins qualifiées ont subi un choc de compétitivité. La croissance ne produisant pas assez d'emplois, le chômage de longue durée s'est installé et les transferts sociaux ont augmenté. À partir des années 1980, la hausse des salaires a moins suivi celle de la productivité.

**3. La combinaison d'une croissance « carbonivore »** globale, dans les pays émergents (Chine, Inde) comme dans les anciens pays industrialisés (Europe, États-Unis) **et de l'accroissement de la population** mondiale conduit à l'épuisement accéléré des ressources naturelles et à la hausse de leurs prix (notamment depuis 2007), donc multiplie les risques de confrontation et de retour en arrière économique et social.

Pour résoudre la question sociale globale, d'autres modèles économiques sont donc nécessaires, qui placent la justice sociale en exigence économique.

Une seule option est interdite, celle de la fermeture des frontières et barrières douanières, qui ne peut que dégénérer en conflits.

Jean-Michel Severino préconise donc de « réinverser les raretés » en transformant la fiscalité internationale de manière radicale : puisque, en particulier depuis les années 2000, nous avons taxé l'homme (le coût du travail) et subventionné la consommation de matières premières, notamment celle des énergies fossiles, pourquoi ne pas désormais taxer la nature (la consommation des matières premières mais aussi l'usage

de l'eau, de l'air, du sol...) et alléger le coût du travail ? Réinverser les raretés, c'est aussi accélérer la transition démographique pour limiter la croissance démographique, mieux gérer les flux de migrants plutôt que s'efforcer de leur faire barrage, investir massivement dans l'intégration.

Comme Michèle Debonneuil<sup>4</sup>, Jean-Michel Severino attend l'avènement de la « révolution du quaternaire », une nouvelle ère dans laquelle le consommateur achètera des biens intégrant des services, par exemple une assurance avec une automobile, et des services intégrant des biens, par exemple une « box » avec un service wi-fi. Ces nouveaux types de produits devraient permettre de créer de nombreux emplois et apporter aux pays développés un nouvel avantage comparatif par rapport aux pays émergents. La théorie de l'avantage comparatif<sup>5</sup>, énoncée par David Ricardo, sera donc revisitée.

Il se pourrait que les pays émergents eux-mêmes basculent d'un « double excédent » à un « double déficit » s'ils se concentrent sur leur marché intérieur. C'est l'évolution qu'a connue le Japon, dont la croissance s'est ralentie à partir des années 1980 après qu'il ait été forcé de réévaluer le yen. Mais la Chine se refuse aujourd'hui à réévaluer le yuan et, si son excédent commercial s'est resserré, elle ne connaît pas encore de déficit durable.

Les incertitudes sont encore nombreuses, notamment quant à l'avenir des trois milliards — six milliards en 2050 — d'humains qui n'appartiennent à aucune des deux catégories, ni excédentaire (pays émergents), ni déficitaire (pays développés) : vont-ils s'intégrer à ce système ? Les pays émergents vont-ils jouer envers les pays en voie de développement le rôle qu'ont joué envers eux les pays développés ? Seront-ils, dans ce système, une force rééquilibrante ?

<sup>4</sup> DEBONNEUIL Michèle, *L'Espoir économique. Vers la révolution du quaternaire*, Paris : Bourin, 2007.

<sup>5</sup> Théorie postulant que le libre-échange pousse chaque pays à se spécialiser dans les domaines dans lesquels il est comparativement le plus performant.

Cette « jachère » est le véritable enjeu de demain, et il est à la fois louable et

soutenable d'en promouvoir le développement.

### *Extraits des débats*

*Vous annoncez la fin de la pauvreté mais n'est-elle pas remplacée par la misère étant donné l'accroissement des phénomènes d'exclusion et la rupture des solidarités ?*

En effet, on observe une résilience de l'extrême pauvreté due aux inégalités, même dans les économies à croissance rapide.

*Il semble que l'Afrique anglophone se modernise, mais l'évolution est moins nette pour l'Afrique francophone comme le montrent les récents troubles au Mali.*

La situation du Mali est complexe étant donné sa proximité avec le Sahara. Cependant, on ne peut pas dire que l'Afrique francophone se développe moins vite que l'Afrique anglophone : dans la première moitié des années 2000, la zone franc avait un PIB d'un point inférieur à celui du reste de l'Afrique, mais cet écart a été rattrapé en fin de décennie. Il était presque entièrement imputable à la croissance nulle de la Côte-d'Ivoire dans cette période, car elle représente à elle seule 20 % de la zone franc. Globalement, la croissance est stable en Afrique subsaharienne depuis les années 2000, mais elle est volatile localement.

*Le basculement de la fiscalité que vous préconisez — taxer la nature au lieu de taxer le travail humain — n'est pas réalisable puisque l'assiette serait trop étroite et les*

*ressources naturelles par État, insuffisantes.*

Taxer la nature peut être entendu au sens large : non seulement les ressources pétrolières, minières, forestières..., mais aussi le CO<sub>2</sub> émis, la consommation électrique... L'allègement de la fiscalité sur le travail pourrait être assorti d'une hausse de la TVA...

*Votre interprétation est originale, voire provocante pour certains économistes orthodoxes. Quelles réactions ont-ils eues à la lecture de votre ouvrage ?*

C'est la proposition de « réinverser les raretés » qui suscite le plus de critiques. Les économistes orthodoxes se focalisent sur les phénomènes de court terme alors que je m'efforce d'avoir une vision à long terme.

*Quel est l'impact du rapatriement, par les entreprises multinationales, de leurs profits dans le pays de leur siège social ? Son volume est-il équivalent aux 600 milliards de dollars US rapatriés par les émigrés dans leur pays d'origine ?*

Non, seule une fraction du revenu de ces entreprises est rapatrié dans le pays de leur siège social. Les sommes en jeu ne sont pas comparables à celles qui sont envoyées par les migrants.

*Propos recueillis par Lucie de Villepin*